

31/07/2025

Retour de la « solution à deux États » ! C'est un moyen déguisé d'en finir avec les Palestiniens !

Depuis que Macron a assuré, la main sur le cœur, qu'il reconnaîtrait l'État de Palestine, « après l'août, foi d'animal », comme aurait pu dire La Fontaine, une effervescence gagne tout un tas de gens dans ce qu'il est convenu d'appeler la gauche, voire dans des milieux qui se disent révolutionnaires.

Que les sionistes traitent Macron de « complice du Hamas », que la droite pro-sioniste dise « C'est juste, mais le "timing" n'est pas bon », tout cela fait partie du jeu politique classique. Mais, a contrario, se déclenche une avalanche de mercis, certes souvent tempérés par un « c'est bien tard », mais accompagnée d'un « Enfin ! » qui semble soulager notamment l'intégralité de la gauche.

La « gauche » fête une victoire, même avec des précautions

Le 25 juillet dernier, Fabien Roussel, secrétaire national du PCF a écrit sur X : « *Le gouvernement israélien d'extrême droite transforme Gaza en mouvoir. La reconnaissance de l'État de Palestine par la France : la réparation d'une injustice historique !* ».

Plus prudent, Jean-Luc Mélenchon, dirigeant principal de LFI avait, lui, écrit, sur le même réseau, le 24 juillet : « *La victoire morale est là mais on connaît la technique des annonces différées de Macron. Depuis des mois ce type de comportement encourage la durée du crime à Gaza. Pourquoi en septembre et pas maintenant ? Et l'embargo sur les armes ? Et la rupture de l'accord de coopération ?* ».

Sentant peut-être que ça ne suffisait pas, Roussel, s'est repris le 28 juillet : « *L'annonce de la reconnaissance de l'État de Palestine doit s'accompagner d'une réponse humanitaire massive et de sanctions contre le gouvernement de Netanyahu !* » tout en annonçant une demande en ce sens auprès de Macron, avec ses comparses Faure et Tondelier.

Notons qu'aucun de ces dirigeants ne s'est avancé à douter de l'annonce, de notre ennemi de classe Macron qui est coutumier du fait. La seule critique émise porte sur le temps : « Pourquoi pas tout de suite ? ». Outre LFI, cinq syndicats (CGT, CFDT, Solidaires, UNSA, FSU) se sont adressés à Macron en ces termes : « *Tout d'abord, nous saluons votre annonce de reconnaître l'État de Palestine lors de l'Assemblée générale Des Nations Unies. Nous souhaiterions même que cette reconnaissance intervienne sans délai, alors que la Palestine disparaît sous nos yeux.* ».

Pour autant, tous ont fait le silence total sur les conditions que Macron met à cette reconnaissance.

Une « reconnaissance » conditionnée

Or, dans le texte dans lequel il annonce sa future « reconnaissance » de l'État de Palestine, Macron annonce qu'elle est conditionnée au « désarmement du Hamas ». Ce fait semble avoir échappé à la « gauche », qu'elle soit enthousiaste ou prudente.

Nous l'avons déjà écrit, si juste soit-elle, la revendication de la « reconnaissance de l'État de Palestine » ne change rien à la situation présente des Palestiniens, surtout si elle n'est pas accompagnée de sanctions diverses mettant l'entité sioniste au ban des nations. Mais, ce qui apparaît de plus en plus c'est qu'il s'agit d'un déguisement pour promouvoir à la fois la vieille « solution à deux États », autant dire, la paix coloniale, et le désarmement de la Résistance nationale palestinienne, autant dire une autre manière d'empêcher la libération nationale palestinienne et de servir les intérêts impérialistes occidentaux en préservant leur pion au Proche Orient.

Ce qui se cache derrière la « reconnaissance »

Après Macron, le ministre des Affaires étrangères de France, Jean-Noël Barrot, s'est longuement exprimé pour expliquer en quoi consiste la proposition de notre fondé de pouvoir du Capital. Voici un florilège de son entretien à La Tribune, le 28 juillet dernier : « *Le Hamas doit être désarmé et exclu durablement de toute gouvernance de Gaza et de la Palestine.* » ; « *L'autorité palestinienne doit être profondément réformée et les pays arabes doivent normaliser leur relation avec Israël.* ».

Ces deux phrases constituent la substantifique moëlle de l'interview de Barrot. Parlons du ton, d'abord. Il est insupportable de suffisance, Barrot se croit encore au bon vieux temps de la colonisation du XIX^{ème} siècle où la France (et d'autres pays impérialistes) décidait au nom de ses soi-disant valeurs, héritées de la version noire des « Lumières », Voltaire et Montesquieu, ce qui était bon pour les colonisés. Il reprend le fameux « fardeau de l'homme blanc », comme le disait Rudyard Kipling, à savoir la « civilisation des sauvages ». Pour Barrot, il n'y a pas eu Octobre 1917, il n'y a pas eu la décolonisation, rien n'a changé depuis 150 ans. Barrot se moque comme d'une guigne du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il se contente de dévoiler le plan B des impérialistes occidentaux, assez proche de celui de la Ligue Arabe, d'un remake d'Oslo en pire, avec un « État de Palestine » sous contrôle des impérialistes occidentaux et la normalisation obligée. Il faut noter que même les compradores corrompus de l'Autorité Palestinienne et les États arabes qui n'ont pas encore « normalisé », comme l'Arabie saoudite, reçoivent des injonctions. On sent que, pour nos dirigeants paternalistes et suprémacistes, tous les Arabes, même ceux qui leur obéissent, sont des « inférieurs ». Cela fait penser à Flaubert, déclarant en avril 1871, à propos de la Commune : « *Le peuple est un éternel mineur, et il sera toujours (dans la hiérarchie des éléments sociaux) au dernier rang, puisqu'il est le nombre, la masse, l'illimité.* ».

La « solution à deux États » contre la libération de la Palestine

Barrot n'avance pas masqué. Dans son intervention aux Nations unies, le 28 juillet dernier, il déclare : « La France considère comme seule alternative au cycle infini de la violence la perspective qu'Israéliens et Palestiniens puissent disposer de deux États vivant côte à côte en paix et en sécurité. ». Ce fantôme que l'on ressort est la dernière tentative en date de sauver l'État colonial sioniste. Mais Barrot n'est pas le seul à tenter de faire renaître de ses cendres cette paix coloniale, copié-collé des Accords d'Oslo, ce mensonge faisant perdurer le colonialisme et se moquant comme d'une guigne des réfugiés de 1948. Jamais un État palestinien ne pourra être libre et indépendant si l'État colonial sioniste demeure à ses côtés.

Hala Abou Hassira, ambassadrice de l'Autorité palestinienne en France, déclare le 28 juillet à *L'Humanité* : « Nous voulons un État pacifique, un État libre qui vivrait en paix avec Israël. ». Les descendants des réfugiés de 1948 doivent la remercier.

En France, le PRCF, qui se revendique comme une organisation communiste, titre son communiqué du 27 juillet dernier : « *Reconnaissance de l'Etat palestinien, nouvelle victoire du mouvement populaire, anti-impérialiste.* ». Regrettant, comme la « gauche » officielle, son côté tardif, le texte comporte notamment cette phrase : « *Le minimum des minimums est maintenant la reconnaissance inconditionnelle immédiate par Paris de la Palestine sur la base des résolutions de l'ONU sans qu'il soit question pour le gouvernement macroniste de subordonner cette reconnaissance à l'on ne sait quelle démilitarisation unilatérale préalable dudit État.* ». Or, même si la formule ne figure pas explicitement, les résolutions de l'ONU, c'est la « solution à deux États », une Palestine libre illusoire cantonnée aux « territoires occupés » de 1967.

Derrière cette pseudo solution, se cache le désarmement de la Résistance palestinienne. Nous avons vu que Barrot la réclamait. Mais, là encore, il n'est pas le seul. Le « premier ministre » de la fantoche Autorité palestinienne a déclaré le 28 juillet dernier : « *Le Hamas doit abandonner le contrôle de la bande de Gaza et rendre les armes.* ».

En conclusion

Toute cette opération autour de la soi-disant reconnaissance de l'État de Palestine est une gigantesque esbrouffe, destinée à promouvoir une fausse et impossible solution et surtout à désarmer la Résistance. Le Parti Révolutionnaire Communistes dénonce cette mascarade et redit que, pour une Palestine libre, il faut, en préalable la disparition de l'État colonial sioniste.

Non au désarmement de la Résistance et au maintien de l'État colonial sioniste ! Nous réaffirmons notre soutien à la lutte de libération nationale du peuple palestinien.

Oui à un État palestinien sur le territoire de la Palestine mandataire !